

Rencontre entre Ali Bongo et Guterres

Climat, sécurité et dialogue au menu p3

Olam Gabon

500 millions de dollars d'investissements p5

Marché des TIC

La France lorgne sur le Gabon et le Cameroun p5

Jean Ping

Un manque de pragmatisme qui agace ses alliés p8

**Protection
des zones
humides
forestières**

**La Banque
mondiale
appuie
le Gabon** p.2



Protection des zones humides forestières

La Banque mondiale appuie le Gabon

Publié le 08 juin 2017
www.ledefigabon.com

Marcher à quelques mètres d'un troupeau d'éléphants, voir des hippopotames barboter pour se rafraîchir dans les mangroves ou encore observer de jeunes tarpons sautiller dans l'eau, est incontestablement un spectacle magnifique et inoubliable. On peut encore admirer ce spectacle à Setté Cama, dans la province de l'Ogooué-Maritime, dans le sud-Ouest du Gabon. Mais pour combien de temps encore ?

Les sites de Setté Cama et de Petit Loango sont des zones humides protégées par la Convention de Ramsar. Ils regroupent essentiellement cinq milieux distincts : des marécages et prairies, des forêts inondées en permanence, des forêts à terre ferme, des plaines côtières et deux grandes lagunes



regorgeant de nombreuses mangroves et rivières. D'une superficie totale de 370 000 ha, les sites abritent une flore et une faune exceptionnelles et indispensables, qu'il faut bien connaître et comprendre afin de mieux les protéger.

C'est dans cette optique que la Banque mondiale a décidé de financer le Projet d'Appui à la gestion durable des Zones Humides critiques du Gabon (PAZH), qui est mis en œuvre depuis juillet 2014. Son objectif ? Améliorer la protection de la biodiversité dans les zones humides forestières, et contribuer à mettre en place des mesures de conservation qui permettent de gérer durablement ces écosystèmes.

Le projet s'attache avant tout à améliorer la connaissance et la surveillance des écosystèmes dans les zones humides critiques. En adhérant à la Convention de Ramsar sur les zones humides en 1987, le Gabon s'est engagé à inscrire un ou plusieurs sites sur la liste des Sites Ramsar ou Zones Humides d'Importance Internationale (ZHII).

Au total, ce sont neuf sites, dont celui de Setté Cama, que le Gabon a classé à ce jour sur la liste des Sites Ramsar, totalisant 2,8 millions d'hectares. Quatre sites Ramsar ont été retenus dans le cadre du projet PAZH : Setté Cama, Petit Loango, Birougou et Bas-Ogooué.



Rencontre entre Ali Bongo et Guterres

Climat, sécurité et dialogue au menu

Publié le 08 juin 2017
www.ledefigabon.com

Le président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu ce mercredi avec le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres. Une rencontre qui a eu lieu en marge de la Confé-

rence de haut niveau sur les océans organisée par l'ONU et à laquelle le chef de l'Etat a pris part.

Au cours de cet entretien, le Secrétaire général des Nations unies a échangé avec le chef de l'Etat sur la coopération entre le Gabon et cette organisation internationale, ainsi que sur les questions environnementales et climatiques pour lesquelles les Nations unies apprécient au plus haut point l'engagement du Gabon.

A cet effet, M. Antonio Guterres a félicité le Président Ali Bongo Ondimba pour la ratification par le Gabon de l'Accord de Paris ainsi que la création du réseau de 20 aires marines protégées dans les eaux gabonaises.

Les deux hommes ont également abordé la situation sécuritaire qui prévaut dans la sous-région, ainsi que celle de la République centrafricaine. Le Gabon, qui assure par ailleurs la présidence en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), contribue depuis 2003 au retour à la paix dans ce pays en proie à une crise politique et sécuritaire.

Enfin, quelques jours après la clôture du dialogue politique, M. Guterres s'est félicité de la tenue de ces assises qu'il avait fortement encouragée.



Protection des ressources naturelles

La coopération entre cinq pays riverains sur la bonne voie

Publié le 10 juin 2017
www.ledefigabon.com

4

C'est une lutte de longue haleine. A travers le projet Africa-Twix, le Gabon, le Cameroun, le Congo, la Centrafrique et la République Démocratique du Congo raffermissent leurs actions pour lutter contre le crime faunique et contre le trafic des produits de la forêt.

Un atelier de travail se déroule à Libreville depuis le 7 juin, afin de renforcer la coopération entre ces cinq pays. Le projet Africa-Twix vise surtout à faciliter les échanges d'informations, notamment via internet, entre les acteurs mobilisés pour la protection des ressources naturelles sur cette région d'Afrique. Cela implique, par la suite, la prise de mesures adéquates afin de limiter les crimes à l'égard de la faune, et les trafics récurrents de bois.

C'est la raison pour laquelle le Réseau de Surveillance du Commerce de la Faune et de la Flore Sauvages est également très actif dans cette démarche. Selon un responsable de cette entité, « en Afrique, près de 100 000 éléphants ont été tués pour leur ivoire en l'espace de trois ans entre 2010 et 2013 ».

Pour sa part, Athanase Thanga Oyougou, le Secrétaire général du Ministère de l'Economie forestière, de la Pêche et de l'Environnement a été catégorique : des actions concrètes ont été déjà menées, mais il y a toujours péril en la demeure. « La problématique du commerce international illégal de la faune demeure. Et elle est due en partie à la faiblesse de communication et d'échange d'informations entre les pays d'Afrique centrale sur les mouvements des personnes et des biens, en particulier les produits de la faune, à leurs points d'entrée et de sortie », a-t-il spécifié.

S'agissant du Gabon en particulier, on a mis l'accent sur la nécessité d'une étroite collaboration entre les différentes entités concernées par cette lutte, à savoir la police, la gendarmerie, la police des frontières et de l'air, la douane, la Justice et le ministère.

Marthe Mapangou, Directeur de WWF Gabon ne cache pas son inquiétude : « L'urgence de la question n'est plus à démontrer... Certaines espèces emblématiques dans le bassin du Congo comme l'éléphant sont menacées d'extinction... »



Olam Gabon

500 millions de dollars d'investissements

Publié le 06 juin 2017
www.ledefigabon.com

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, entre la société Olam International, la République gabonaise et Africa Finance Corporation, le groupe Olam Gabon indique avoir investi près de 500 millions de dollars américains pour la construction et l'aménagement du nouveau terminal minéralier et du port de commerce d'Owendo.

La construction de ces deux nouvelles infrastructures portuaires, fait-on savoir, procède de la volonté du gouvernement gabonais de poursuivre la stratégie de diversification des sources de croissance du pays ainsi que de la réduction du coût de la vie.

Du côté d'Olam, l'on fait savoir que « le nouveau port minéralier inauguré, le 10 août 2016 par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, constitue une solution logistique portuaire pour tous les industriels souhaitant exporter leurs productions ».

En effet, le Gabon dispose de nombreuses ressources minières et les sociétés souhai-

tant les exploiter se heurtaient toujours dans le passé, au problème logistique et au coût élevé pour l'exportation de leurs produits.

D'une superficie de 45 ha, le nouveau port minéralier est subdivisé en deux zones. A savoir : un terminal minéralier de 25 hectares et un terminal polyvalent de 20 hectares (pour les agrégats et certains produits issus de la transformation du bois). Il est composé : d'un embranchement ferroviaire de 1,5 km de long, d'un quai de 170 mètres linéaires, à une profondeur de 4 mètres et d'une zone de stockage pour les minerais. A maturité, elle aura une capacité annuelle de 10 millions de tonnes de minerai.

Il comprend également des voies d'accès multimodales. On y trouve également un terminal polyvalent qui sera utilisé pour le transit d'agrégats tels que : le gravier ou le sable ou l'implantation d'industriels de la filière bois pour le transit de bois transformés ou, par tout autre industriel souhaitant profiter de la localisation stratégique de la plateforme. Le port disposera enfin, d'une zone industrielle équipée d'infrastructures modernes ainsi que d'un terminal de pêche.



Marché des TIC

La France lorgne sur le Gabon et le Cameroun

Publié le 07 juin 2017
www.ledefigabon.com

6

Pour l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française, Business France, le choix de s'intéresser aux marchés du Gabon et du Cameroun

est lié au fait que ce sont les deux acteurs majeurs de l'Afrique centrale en termes de numérique. A preuve, relève Business France, « les habitants de Douala et Libreville captent une 4G qui n'a rien à envier à Paris ».

C'est dans cette optique que l'agence conduira à la fin de cette année, plus précisément du 13 au 17 novembre 2017, une délégation d'entreprises françaises du secteur des nouvelles technologies, pour nouer des partenariats avec des entreprises gabonaises et camerounaises.

Par ailleurs, il a été indiqué que les deux pays sont proches en particulier dans l'environnement des affaires. C'est pourquoi l'agence encourage les entreprises françaises à prospecter les deux marchés en parallèle. Et force

est de constater que le Gabon est devenu en quelques années un pays très attractif pour les entreprises européennes proposant des services TIC.

Pour autant, note Business France, l'écosystème des technologies de l'information et de la communication (TIC) est en cours de construction. L'offre est plus faible que la demande, tant en B to B (progiciel, sécurité informatique, formations ...) qu'en B to C (e-commerce, appli vidéo, géolocalisation...). Ce qui représente des niches de marché en friche qui peuvent intéresser des opérateurs français.

Créée le 1er janvier 2015, Business France est issue de la fusion d'Ubifrance et de l'Afi (Agence française pour les investissements internationaux). Business France dispose de 1500 collaborateurs situés en France et dans 70 pays dans le monde. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

Jeunes de l'YCRLD

Reçus par Madeleine Edmée Berre

Publié le 09 juin 2017
www.ledefigabon.com



Après leur séjour à Dakar, les jeunes gabonais de la Session 5 du YALI Centre Régional de Leadership Dakar se sont rendus au Ministère de la Promotion des Investissements Privés, du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie, ce mercredi 07 juin 2017, pour présenter au Ministre Madeleine Edmée Berre « leur immense gratitude pour son engagement vis à vis de la jeunesse gabonaise ».

Ils ont également tenu à offrir à Mme le Ministre, un cadeau pour exprimer leur reconnaissance. Tous ces différents leaders se sont longtemps épanchés sur la définition du mot leadership et l'importance pour les jeunes de se soutenir entre eux.

A noter par ailleurs que le Ministre de la

Promotion des Investissements Privés, aux côtés d'autres membres du gouvernement, a accompagné dernièrement le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, au Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) en Russie.

Ce déplacement a eu pour objectif principal pour la délégation gabonaise de haut niveau de fructifier et de diversifier les relations d'affaires avec les grands groupes d'Europe du nord et orientale.

Le Forum a rassemblé près 6000 participants de 60 pays parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement, des dirigeants de très grandes entreprises ainsi que des experts internationaux représentant la communauté scientifique, les médias et la société civile.

Jean Ping

Un manque de pragmatisme qui agace ses alliés



Publié le 05 juin 2017
www.ledefigabon.com

8

Le week-end s'est résumé pour l'ancien président de la Commission de l'Union africaine à un discours au bord d'une piscine, entourée de quelques sympathisants.

Jean Ping, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2016 au Gabon, a réitéré son désir d'une nouvelle médiation de la Communauté internationale alors que le pays vient de sortir d'un processus de dialogue national auquel il a refusé de prendre part.

Un peu moins d'un an après la présidentielle, le candidat arrivé en seconde position continue à ressasser des propos qui ne semblent plus du tout attirer l'attention des Gabonais.

Pour nous, quelques jours de crise a été déjà trop longs, l'an passé, et ce n'est pas maintenant que l'on va chercher à y revenir, a réagi

un commerçant de Libreville qui a appris, par médias interposés, la déclaration de Jean Ping.

L'attitude de l'ex-diplomate a depuis longtemps suscité la défiance dans son propre camp. Mais il continue sur la même ligne. Ceux qui ont souhaité tourner la page ont ainsi quitté le navire Ping depuis plusieurs mois, à commencer par son ancien Directeur de campagne. Certains membres de l'opposition ont par la suite décidé de répondre favorablement à l'appel au dialogue lancé par le président réélu, Ali Bongo Ondimba.

D'autres anciens collaborateurs de Jean Ping sont persuadés que, tôt ou tard, celui-ci finira par se rendre à l'évidence que la situation a beaucoup évolué depuis septembre 2016, et qu'adopter le même langage est vain. Malgré une assistance de plus en plus clairsemée, les discours n'ont pourtant pas tellement varié.